

JETROQUE

La logistique du réemploi

À L'ATTENTION PERSONNELLE DES ÉLUES ET ÉLUS MUNICIPAUX

Le rapport que personne n'ose vous envoyer.

*Sur ce que vos trottoirs disent de votre ville —
et ce que vos citoyens en concluent, chaque matin, en silence.*

Ce document ne contient ni brochure, ni promesse vague.
Il contient une vérité inconfortable, trois chiffres, une explication —
et une porte de sortie honorable.

Sabri Cadaawe, président-directeur général · Jetroque Inc., LaSalle, Montréal (Québec)
info@jetroque.com · www.jetroque.com · Démarches inscrites au Registre des lobbyistes du Québec

Lecture : 9 minutes. Effet secondaire possible : vous ne verrez plus jamais un divan abandonné de la même façon.

Le test du trottoir

Demain matin, sur le chemin de l'hôtel de ville, faites une seule chose : comptez. Le divan détrempé au coin de la rue. Le téléviseur posé contre un arbre depuis mardi. Le matelas qui grisonne sous la pluie. Les sacs éventrés à côté. Comptez-les, un à un.

Maintenant, la partie inconfortable : **vos citoyens font exactement ce trajet, tous les jours**. Ils comptent aussi — sans s'en rendre compte. Et à chaque objet abandonné, leur cerveau enregistre un verdict qu'aucun sondage ne capte, mais que chaque élection révèle : « personne ne s'occupe de mon quartier ».

Le détail qui devrait vous empêcher de dormir : ce verdict ne vise pas le voisin qui a sorti le divan. Les gens n'accusent presque jamais l'individu. Ils accusent **le système qui laisse faire** — c'est-à-dire la Ville. C'est-à-dire vous. Injuste ? Complètement. Réel ? Demandez à n'importe quel conseiller municipal ce qui remplit sa boîte courriel après un 1er juillet.

Un objet abandonné sur un trottoir n'est jamais perçu comme l'échec d'un citoyen.

Il est perçu comme l'échec d'une administration.

Ce document explique pourquoi votre cerveau — et celui de chacun de vos électeurs — réagit aussi violemment à ces objets. Pourquoi tout ce que les villes ont essayé jusqu'ici a échoué à régler le problème à la racine. Et comment quelques municipalités s'apprêtent à retourner complètement la situation à leur avantage — pendant que les autres continueront de payer pour enfouir des objets en parfait état.

Vous pouvez refermer ce document maintenant. Mais le divan, lui, sera encore là demain.

Pourquoi un divan abandonné vous coûte plus cher qu'une taxe

Il y a une raison pour laquelle personne ne reste indifférent devant un matelas qui pourrit dehors. Elle est inscrite dans notre biologie.

Le dégoût : une alarme vieille de 100 000 ans

Le dégoût est l'une des émotions humaines les plus anciennes et les plus puissantes. Son rôle biologique : nous éloigner de ce qui pourrait nous contaminer. Un objet abandonné, détrempé, sali, déclenche cette alarme de façon automatique et involontaire — avant toute pensée rationnelle. Vos citoyens ne « choisissent » pas d'être dérangés par les encombrants : leur cerveau le décide pour eux, en une fraction de seconde, chaque fois qu'ils passent devant. Et cette émotion négative, répétée matin et soir, se cherche un responsable.

La théorie des vitres brisées : le désordre appelle le désordre

La criminologie l'a documenté depuis les années 1980 : dans un environnement où le désordre est visible et toléré — une vitre brisée, un dépôt sauvage, un meuble abandonné — les gens concluent que les règles ne s'appliquent plus, et le désordre s'accélère. Un divan qui reste trois jours en attente attire un deuxième. Puis des sacs. Puis un frigo. Chaque objet toléré est une **permission silencieuse** donnée au suivant. Les villes ne perdent pas la bataille de la propreté d'un coup : elles la perdent un meuble à la fois.

Le sentiment d'insécurité et la fierté du quartier

Le désordre visible ne salit pas seulement la rue : il gruge le sentiment de sécurité, la fierté d'habiter son quartier et la perception de la valeur des propriétés — trois choses que vos citoyens associent directement à la qualité de leur administration municipale. On peut débattre d'un budget. On ne débat pas d'un matelas moisi devant chez soi : on le photographie, on le publie, et on identifie la Ville.

Vous ne gérez pas un problème de déchets.

Vous gérez un problème de confiance — affiché en pleine rue, à la hauteur des yeux de vos électeurs.

Un divan abandonné n'est jamais neutre.

C'est un message affiché en pleine rue, lisible par tous vos citoyens :

« Ici, personne ne s'en occupe. »

**1,2 milliard
\$**

dépensés chaque année par les municipalités québécoises en gestion des matières résiduelles

35 %

des matières enfouies au Québec sont encore parfaitement fonctionnelles

10×

plus de CO₂ pour produire un objet neuf que pour réemployer l'existant

Et pendant que ce message s'affiche, votre ville paie — avec l'argent de vos contribuables — pour enfouir des objets dont des familles de votre territoire ont besoin aujourd'hui.

La double faute

Suivez un seul objet. Une commode en parfait état, sortie un dimanche soir parce que ses propriétaires déménagent. Voici ce qui se passe réellement — et ce que chaque étape vous coûte.

Jour 1. La commode est sur le trottoir. Elle fonctionne. À quelques rues de là, une mère monoparentale qui vient d'emménager en cherche une — elle finira par l'acheter neuve, à crédit, ou par s'en passer.

Jour 3. Il a plu. La commode est fichue. Le dégoût s'installe chez les passants ; un deuxième objet est apparu à côté. Trois citoyens ont photographié la scène. L'un a identifié la Ville sur les réseaux sociaux.

Jour 8. Vos équipes la ramassent. Camion, main-d'œuvre, transport, redevances d'enfouissement : votre ville vient de payer pour détruire un objet utilisable — et pour fabriquer, quelque part, l'obligation d'en produire un neuf, avec jusqu'à dix fois plus de CO₂.

Résumons la double faute, parce qu'elle mérite d'être nommée :

— **Faute sociale** : l'objet manquait à une famille de votre territoire. Il a été détruit sous ses yeux, aux frais de tous.

— **Faute écologique et budgétaire** : votre ville a payé — enfouissement, transport, traitement — pour aggraver son propre bilan environnemental, pendant que les cibles de la PQGMR se rapprochent et que les redevances d'enfouissement augmentent.

Multipliez cette commode par des milliers d'objets, par cinquante-deux semaines, par chaque 1er juillet. Voilà ce que financent, sans le savoir, vos contribuables. Et voilà ce que vos adversaires politiques finiront par chiffrer à votre place si vous ne le faites pas d'abord.

*Chaque tonne enfouie est une dépense que vous signez
et un besoin que vous ignorez — dans le même geste.*

Ce n'est pas votre faute. Aucun outil n'existait.

Si la culpabilité s'arrêtait ici, ce document serait cruel et inutile. Alors disons la vérité complète : les villes du Québec ont tout essayé avec les outils disponibles. Le problème, c'est que tous ces outils interviennent **après** le moment fatal — le moment où l'objet touche le trottoir.

Ce que vous avez essayé	Pourquoi ça ne pouvait pas suffire
La collecte d'encombrants	Elle ne combat pas le trottoir : elle l'institutionnalise. Elle donne rendez-vous aux objets dehors, les expose aux intempéries qui détruisent leur valeur, puis les enfouit — à vos frais.
Les écocentres	Indispensables, mais ils exigent que le citoyen possède une voiture, du temps et de la motivation. L'objet lourd, lui, prend le chemin le plus court : le trottoir. Ce n'est pas de la mauvaise volonté, c'est de la gravité.
Réduire la fréquence des collectes	Sur papier, une économie. Dans la vraie vie : plus de 6 500 plaintes en quelques semaines dans une grande ville du Québec. L'économie budgétaire s'est payée en capital politique.
Laisser faire les plateformes web étrangères	Aucun compte rendu à la Ville, aucune cueillette, aucune garantie que l'objet ne finira pas dehors quand même — et les données de vos citoyens hébergées hors du Québec, hors de portée de la Loi 25.

Le constat honnête : le problème n'a jamais été votre volonté, ni celle de vos équipes. C'est qu'il n'existait aucun mécanisme pour capter l'objet **avant le trottoir** — au moment précis où il a encore de la valeur, un preneur potentiel, et zéro coût pour la Ville.

C'est exactement ce mécanisme que nous avons construit.

Intervenir avant le trottoir

Jetroque est l'application québécoise de troc et de don qui capte l'objet dans le salon du citoyen — jamais sur le trottoir — et l'accompagne jusqu'à sa deuxième vie, avec une preuve remise à la Ville à chaque étape.

- **10 secondes pour publier.** Le citoyen photographie l'objet ; notre intelligence artificielle rédige l'annonce. Aucune compétence requise — conçu pour être utilisé de 18 à 88 ans.
- **L'échange reste dans le quartier.** Les voisins troquent ou donnent entre eux : la valeur reste sur votre territoire, et l'objet ne voit jamais la rue.
- **La garantie qui change tout : 60 jours.** Si personne ne réclame l'objet, Jetroque vient le récupérer gratuitement à domicile, en 60 jours maximum. C'est la seule garantie de ce type — et elle supprime la dernière raison de sortir un objet dehors. Procédure dédiée pour les aînés : demande par téléphone, famille contactée avant le passage.
- **Jamais revendu. Jamais enfoui.** Chaque objet collecté est remis gratuitement à un organisme communautaire accrédité par le gouvernement du Québec, en priorité sur votre territoire — avec traçabilité complète, objet par objet.
- **La preuve, chaque mois, sur votre bureau.** Kilos détournés de l'enfouissement, CO2 évité, organismes soutenus, familles aidées : des chiffres prêts pour vos conseils municipaux, vos redditions PGMR et vos communications.

Pourquoi vous pouvez signer sans risque

- **Traction réelle :** 183 clients institutionnels et corporatifs signés en 4 mois, dont Desjardins et HEC Montréal ; présentée à Radio-Canada ; 329 inscriptions en 3 jours à ChangeNOW 2026 à Paris.
- **Souveraineté totale :** conçue, hébergée et opérée au Québec ; données conformes aux Lois 25 et 96 ; entreprise bâtie sans aucun fonds public.
- **Transparence exemplaire :** nos démarches auprès des municipalités sont inscrites au Registre des lobbyistes du Québec. Vous savez toujours exactement à qui vous parlez, et pourquoi.
- **Zéro infrastructure, zéro embauche :** nous apportons la technologie, la logistique, la promotion locale et les rapports. Votre ville prête son nom — et récolte les résultats.

Deux versions de votre ville, dans douze mois

Si rien ne change	Si vous agissez maintenant
Les mêmes divans, aux mêmes coins de rue — photographiés, publiés, attribués à votre administration.	Des trottoirs qui se vident, quartier par quartier — et des citoyens qui remarquent que « ça a changé ».
Des budgets d'enfouissement qui continuent de grimper avec les redevances — pour détruire de la valeur.	Chaque tonne détournée devient une dépense évitée, documentée dans un rapport mensuel que vous n'avez pas à produire.
Des cibles PQGMR qui se rapprochent sans nouveau levier de réemploi — et des redditions de comptes de plus en plus inconfortables.	Le maillon « réemploi » de la hiérarchie 3RV-E enfin outillé, avec des chiffres auditable à déposer.
Les familles de votre territoire qui achètent neuf, à crédit, ce que la ville enfouit.	100 % des objets collectés redonnés aux organismes et familles d'ici — un geste social visible qui porte le nom de votre ville.
Et un jour, la ville voisine annonce son partenariat. Ses élus présentent leurs résultats en congrès. Vos citoyens demandent : « pourquoi pas nous ? »	C'est votre ville qui annonce. C'est vous qui présentez les résultats. Ce sont les voisins qui appellent.

Un mot sur l'héritage politique, puisque personne n'ose l'écrire : les mandats passent, les budgets s'oublient, mais les citoyens se souviennent très précisément de **l'état de leur rue** et de **qui l'a changé**. Le réemploi est l'un des rares dossiers où l'écologie, l'économie et la fierté locale votent du même côté. Les élus qui s'en emparent les premiers n'auront pas à expliquer leur bilan : il sera visible depuis chaque trottoir.

Le nombre de projets pilotes que nous accompagnons simultanément est volontairement limité — la garantie de cueillette en 60 jours l'exige. Dans chaque région, il y aura une première ville. Les suivantes la citeront.

LA PORTE DE SORTIE HONORABLE

45 minutes. C'est tout ce que ce document vous demande.

Une rencontre avec votre direction générale ou votre service de l'environnement. Nous y présentons le fonctionnement, les indicateurs, et le montage financier — construit à partir de vos lignes budgétaires existantes, pas d'une dépense nouvelle. Les conditions se discutent de vive voix, à l'échelle de votre ville, parce qu'aucune municipalité ne ressemble à une autre.

— **Semaine 1** — On se parle : 45 minutes, vos questions, sélection d'un secteur pilote.

— **Semaines 2 à 14** — On prouve : pilote de 60 à 90 jours sur un secteur limité, promotion locale incluse, cueillettes à domicile, redistribution aux organismes de votre territoire.

— **Semaine 15** — Vous décidez : rapport d'impact chiffré présenté à vos élus. La suite vous appartient — sans obligation.

« Quand je suis arrivé au Québec il y a 22 ans, j'ai vu des objets en parfait état finir sur les trottoirs. Cette image ne m'a jamais quitté. Faisons de votre ville l'endroit où ce gaspillage n'existe plus. »

Sabri Cadaawe, fondateur et président-directeur général

info@jetroque.com · www.jetroque.com

Jetroque Inc. · LaSalle, Montréal (Québec) · Inscrit au Registre des lobbyistes du Québec (Carrefour Lobby Québec)

P.-S. — Demain matin, sur le chemin de l'hôtel de ville, vous allez le voir. Le divan. Vous penserez à ce document. La seule question est : combien de matins encore ?